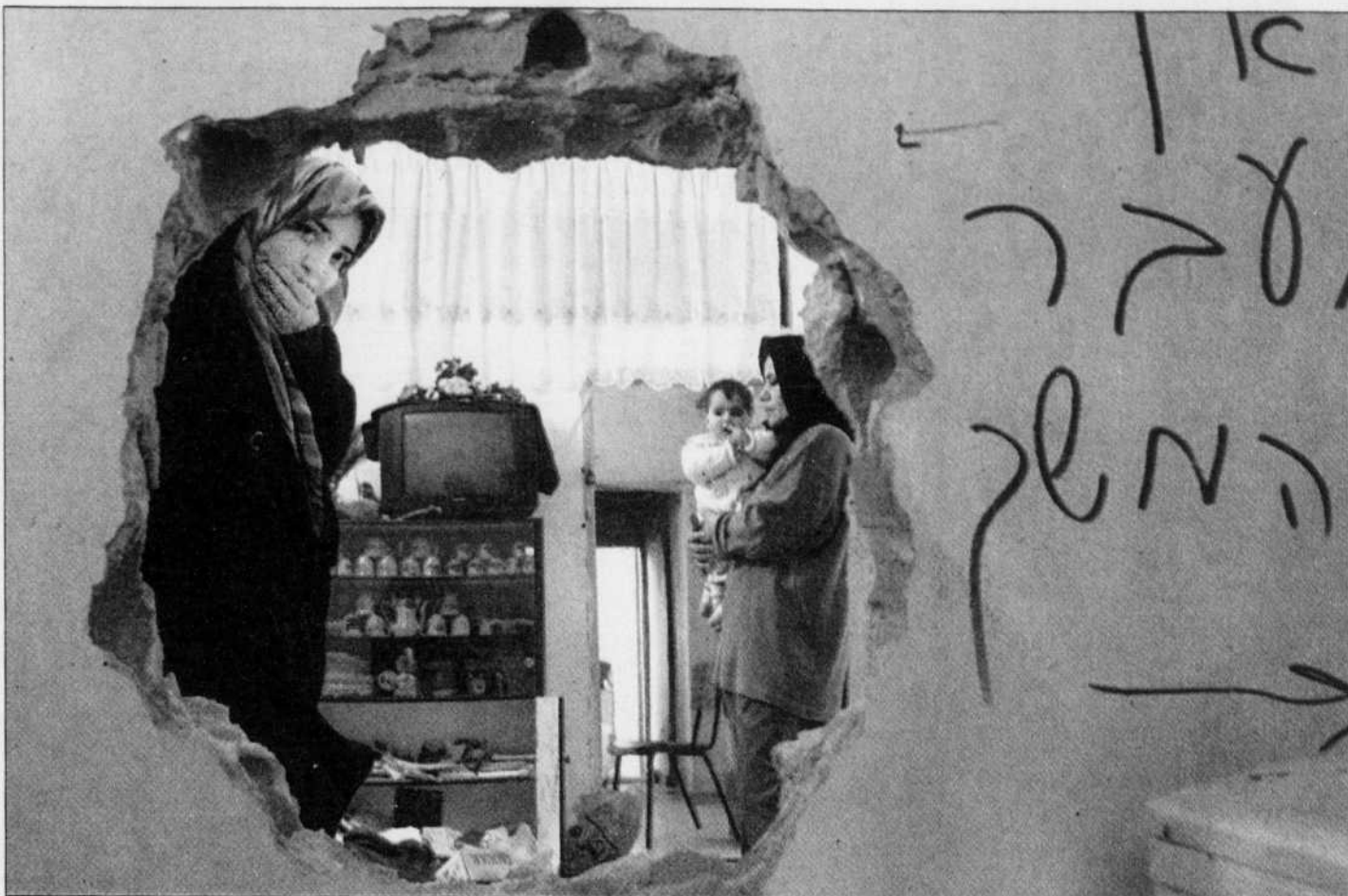




# LE DEVOIR



MAHFOUZ ABU TURK REUTERS

Une jeune Palestinienne regarde par le trou que des soldats israéliens ont percé dans la maison qu'elle habite, au camp de Balata, en Cisjordanie. Ces derniers jours, l'envergure prise par les incursions israéliennes dans les camps de réfugiés de Balata et Djenine ont suscité des critiques et des appels à la retenue.

## Jusqu'où ira la riposte israélienne?

Israël entend soumettre les Palestiniens à une «pression militaire continue» en représailles à des attentats qui ont fait 21 morts ce week-end

D'APRÈS REUTERS ET LIBÉRATION

Un déchaînement sanglant de violence a marqué le conflit israélo-palestinien ce week-end au cours duquel 21 Israéliens ont trouvé la mort: le cabinet de sécurité israélien a aussitôt décidé de soumettre l'Autorité palestinienne et les groupes militants palestiniens à une «pression militaire continue».

En deux jours, Israël a été endeuillé par un attentat suicide à Jérusalem et par l'attaque d'un poste de contrôle militaire en Cisjordanie.

Un tireur palestinien embusqué dans une colline surplombant ce «check-point» a abattu sept soldats israéliens et trois colons hier matin.

Moins de douze heures auparavant, un kamikaze palestinien s'était fait exploser à la fin du Sabbat dans

un quartier juif ultra-orthodoxe de Jérusalem, tuant neuf autres personnes dont cinq enfants.

A ces attaques s'ajoute la mort de deux autres Israéliens dans des incidents isolés.

Toutes ces attaques ont été revendiquées par la brigade des martyrs d'El Aksa, un groupe armé proche du Fatah, la faction du président palestinien Yasser Arafat. Le groupe a justifié ses actions par la mort de jusqu'à 30 Palestiniens dans des raids menés par Tshahal dans deux camps de réfugiés en Cisjordanie la semaine dernière.

En représailles, les forces israéliennes ont attaqué un poste de police palestinien et des cibles sécuritaires en Cisjordanie, à quelques centaines de mètres du QG de Yasser Arafat à Ramallah. Au moins quatre Palestiniens ont été tués. Et ce matin, à

l'aube, trois Palestiniens ont été tués à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, lors d'une incursion de chars israéliens. Des chars israéliens ont aussi pénétré ce matin dans le camp de réfugiés palestiniens de Djenine, en Cisjordanie, provoquant des affrontements avec des militants palestiniens.

Les Palestiniens redoutent le pire tandis que des questions demeurent sur la nature de la riposte qu'Israël entend désormais appliquer. L'armée a déjà eu recours aux F-16 et aux hélicoptères de combat, aux unités infiltrées, ou encore à la marine, pour mener ses raids.

VOIR PAGE A 8: ESCALADE

■ Pourquoi Bush a «choisi» Sharon ?, page A 5

### Pénurie d'infirmières à Montréal

## 900 lits fermés depuis des mois

L'équivalent des hôpitaux Notre-Dame et Hôtel-Dieu

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Près de 900 lits d'hôpitaux sont fermés en permanence sur l'île de Montréal depuis des mois, en raison du manque criant d'infirmières, soit l'équivalent des hôpitaux Notre-Dame et Hôtel-Dieu réunis.

Les fermetures de lits atteindront d'ailleurs leur apogée cette semaine, parce qu'il faudra ajouter à ce tableau déjà sombre quelque 200 autres lits, fermés en raison des congés accordés à des centaines d'infirmières, de médecins et d'employés en raison de la relâche scolaire.

Or, si la ronde des fermetures temporaires de lits a toujours fait partie de la vie des hôpitaux durant l'été, les Fêtes et la relâche, ces derniers doivent aujourd'hui composer avec une nouvelle réalité plus complexe et dont on ne voit plus la fin. Celle des quelque 900 lits fermés «pour une durée indéterminée» en raison du manque de personnel.

Ces chiffres peuvent fluctuer selon les semaines, admet-on à la Régie régionale de la Santé de Montréal-centre. Mais, grosso modo, les fermetures massives induites par la pénurie équivalent à priver la région de deux hôpitaux de grande taille comme l'hôpital Notre-Dame et l'Hôtel-Dieu.

VOIR PAGE A 8: LITS

## Hydro-Québec réclame 600 nouveaux MW

À cause des 500 MW octroyés à l'aluminerie Alouette

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

Affirmant ne pas avoir été informée de l'appel d'offres de 500 MW du gouvernement Landry aux alumineries, Hydro-Québec a déposé vendredi dernier auprès de la Régie de l'énergie une requête d'urgence pour obtenir... 600 MW supplémentaires d'ici à 2007.

La société d'État se dit obligée «de prendre dans les meilleurs délais les mesures qui s'imposent» et qui pourraient, soit dit en passant, provoquer une hausse des tarifs d'électricité en raison de l'écart entre le prix facturé en fonction du tarif L et le coût des nouveaux projets, soit environ le double.

La demande 3470-2001, signée par les procureurs d'Hydro-Québec, affirme que la société d'État ignorerait l'automne dernier, au moment de rédiger son Plan d'approvisionnement 2002-2011, que son actionnaire principal s'appropriait à augmenter la demande en électricité de toute la province de 500 MW en raison de son offre aux alumineries.

«Si un tel projet, affirme Hydro-Québec dans sa requête à la Régie, avait été connu lors de la préparation du Plan, la demande additionnelle qui en découle aurait été ajoutée à la prévision du Distributeur» dès l'automne.

C'est à la mi-septembre que le ministre de l'Industrie et du Commerce, Gilles Baril, annonçait au congrès des Chambres de commerce du Québec, à Shawinigan, que Québec offrirait 500 MW fermes pendant 25 ans à l'aluminerie qui offrirait en retour les retombées les plus importantes sous forme d'investissements et d'emplois nouveaux dans la transformation de l'aluminium en produits commerciaux.

VOIR PAGE A 8: HYDRO

### IDÉES

## Les hauts et les bas des nouvelles technologies

Éculé, le cliché n'en reste pas moins utilisé à toutes les sauces, pour clore des conversations, en guise d'argument ne souffrant aucun appel ou simplement pour expliquer l' inexplicable. «Que voulez-vous? Nous vivons à l'ère d'Internet», entend-on jusqu'à plus soif. En conséquence, rien n'est plus censé nous surprendre. Et pourtant, les nouvelles technologies, ça ne change pas le monde. Du moins pas nécessairement. Au-delà des généralités, quelle est l'ampleur et la signification des changements actuels? Pour répondre à cette grosse question, nous avons réuni une brochette d'experts qui, chacun à leur manière, offriront aux lecteurs du Devoir, au cours

des prochaines semaines, un éclairage privilégié sur «l'âge du numérique». Nous avons travaillé en étroite collaboration avec notre premier auteur, Hervé Fischer, titulaire de la chaire Daniel-Langlois sur le numérique et les beaux-arts, dont l'aide nous fut indispensable dans l'identification et la réunion des experts de diverses sphères d'activité. Car aujourd'hui, pas un domaine n'échappe à l'emprise ou du moins à l'influence du numérique. Et, pourrions-nous ajouter, la diversité de cette influence contribue au dialogue entre des disciplines autrefois

VOIR PAGE A 8: RÉFLEXION

INDEX	
7	783 13 00064 1
Announcements .....	A 4
Actualités .....	A 2
Avis publics .....	B 4
Convergence .....	B 7
Culture .....	B 8
Économie .....	B 1
Éditorial .....	A 6
Fonds .....	B 2
Idées .....	A 7
Monde .....	A 5
Mots croisés .....	B 4
Météo .....	B 4
Religions .....	B 6
Sports .....	B 4
Télévision .....	B 5

### L'ENTREVUE

## Un monde en quête de limites

Le clonage est un crime contre l'humanité, dit l'essayiste Jean-Claude Guillebaud

ANTOINE ROBITAILLE

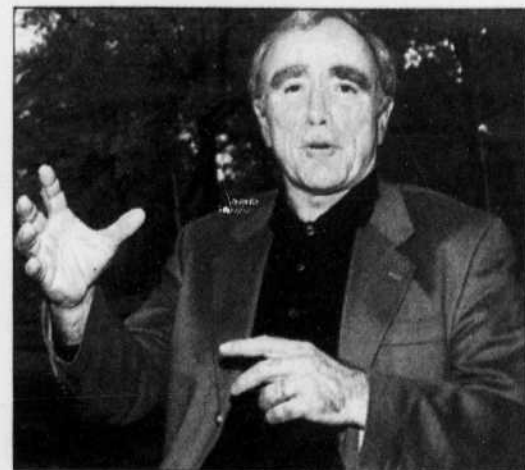
Époque paradoxale que la nôtre: jamais n'a-t-on autant célébré les droits humains, mais peut-être jamais l'humain n'a-t-il couru d'aussi grands périls. Clonages, manipulations génétiques, marchandisation du corps, des organes, du génome, xénogreffes, etc. Une certaine technoscience et l'utopie qui la sous-tend semblent travailler au corps les idées d'humanité et de dignité humaine, qu'on croyait acquises.

Ces inquiétudes, on sent que Jean-Claude Guillebaud en est habité. Ancien grand journaliste au quotidien Le Monde, ancien président de Reporters sans frontières devenu éditeur et essayiste, il analyse en détail ce paradoxe dans son dernier livre, Le Principe Humanité (Seuil). Il constate avec horreur le retour de mentalités eugéniques et inégalitaires qu'on croyait à jamais conjurées.

En interview au Devoir, il ajoute un autre paradoxe à celui mentionné plus haut: «Nos sociétés sont en quête de limites. Car elles savent bien qu'elles se trouvent engagées dans une course folle. Mais, en même temps, le discours ambiant, c'est celui de la transgression!» Selon Guillebaud — dont l'un des livres les plus connus est sans doute La Tyrannie du plaisir, une critique de la révolution sexuelle — «tout, ou presque, a été transgressé».

Or, dit-il, l'injonction moderne se maintient: «Transgressons toujours plus. Foin des limites!» Dans cette contradiction tient «une partie de la bêtise contemporaine», tranche-t-il. «Les gens, au fond d'eux-mêmes, savent que la question de la limite nous hante à nouveau. Par exemple lorsqu'on est effrayé par la puissance technique, par la barbarie, le meurtre, quand nos sociétés sont rongées d'effroi par la pédophilie ou par l'inceste.»

Il y a un moraliste chez notre essayiste. D'où le sobriquet d'«abbé Guillebaud» que lui a accolé une certaine gauche soixante-huitarde française après son livre sur le plaisir. Mais si cet élève de Jacques Ellul



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Jean-Claude Guillebaud — penseur protestant — plaide pour l'éthique, c'est aussi, insiste-t-il, pour éviter qu'on aboutisse à un monde tout entier livré au droit. «Il y a actuellement une pénalisation très importante de nos sociétés: le Code pénal y devient la référence, dit-il. Au fond, la judiciarisation survient dans un monde en manque de limites. La question de la limite est à nouveau posée et on ne peut pas s'échapper. On ne peut plus jouer aux libertaires post-soixante-huitards à la Robbe-Grillet.»

La judiciarisation n'est pas là où il le souhaiterait, il faut croire. Puisque, affirme-t-il sans ambages, «le clonage est un crime contre l'humanité». Et justement, plusieurs s'opposent à cette caractérisation somme toute juridique en disant que de toute façon, le clonage se fera, malgré les lois. Bien sûr qu'on ne pourra «empêcher ce qui est réalisable de se réaliser», affirme Guillebaud.

VOIR PAGE 8: LIMITES

### LE MONDE

Les Suisses disent enfin oui à l'ONU

Page A 5



LE DEVOIR

# ACTUALITÉS

14 au 17 mars 2002  
Palais des Congrès de Montréal

Salon  
des vins et spiritueux  
de Montréal



Chantal Hébert

## La dernière cartouche

En proposant d'adopter au bulletin de vote des Québécois une ou des questions sur divers sujets, le premier ministre Bernard Landry reprend (sans doute involontairement) à son compte une idée qui avait été très en vogue dans l'entourage de Jean Chrétien dans les mois qui ont précédé les élections de 1994 au Québec.

Peu de temps après l'arrivée de Daniel Johnson à la tête du PLQ, le chef de cabinet du premier ministre fédéral, Jean Pelletier, avait fait flotter l'idée de profiter du scrutin à venir pour plébisciter les Québécois.

Comme dans le projet de M. Landry, le plan fédéral n'aurait pas nécessairement eu pour objectif de vider la question nationale. Vue d'Ottawa, l'idée de demander aux Québécois d'indiquer s'ils voulaient ou non se «séparer» en même temps qu'ils votaient pour ou contre le PQ aurait certainement été alléchante. Mais la bouchée aurait été tellement grosse qu'elle aurait risqué de passer de travers.

Plus modestement, le gouvernement Johnson aurait cependant pu profiter des élections pour sonder l'électorat sur l'opportunité de tenir un référendum sur la souveraineté pendant le prochain mandat du gouvernement du Québec.

Même à l'époque, les Québécois étaient très partagés sur cet engagement de Jacques Parizeau.

En sondant les électeurs à ce sujet, le camp fédéraliste aurait pu mettre un gros bâton dans les roues d'un futur gouvernement péquiste.

Et puis, malgré la fatigue qu'éprouvaient les électeurs à l'égard des libéraux en 1994, bon nombre d'entre eux hésitaient à confier le pouvoir au PQ à cause des inquiétudes que leur inspiraient ses projets référendaires.

Pour les fédéralistes, l'ajout au bulletin de vote d'une question sur le calendrier référendaire aurait eu pour avantage de projeter encore davantage les feux de la rampe sur l'ordre du jour souverainiste de M. Parizeau.

À Québec, les rêves fédéraux n'ont finalement pas trouvé preneur. Il faut dire que la manœuvre était d'autant plus risquée qu'elle aurait aussi eu pour effet secondaire d'offrir à Lucien Bouchard, alors au faite de sa gloire à Ottawa, beaucoup de glace pendant la campagne québécoise.

Toujours est-il qu'on ne devait plus entendre parler d'un tel projet jusqu'à la semaine dernière, dans la bouche de Bernard Landry. Mais si les porteurs de ce ballon changent, le jeu, lui, reste essentiellement le même.

En 1994, le camp fédéraliste avait évoqué l'idée d'un plébiscite en parallèle avec la campagne électorale pour mettre la souveraineté davantage en évidence.

Aujourd'hui, deux mandats et un référendum plus tard, l'équipe péquiste ressuscite l'idée pour mettre son projet davantage en vue.

De 1994 à nos jours, la souveraineté n'a jamais cessé d'avoir un effet de ralentissement sur le succès électoral du PQ. Le score serré du vote populaire aux deux dernières élections en témoigne. Dans les circonstances actuelles, l'option est devenue un frein. La façon choisie pour le débloquent semble consister à mettre le véhicule sur la pente d'un chemin de travers.

Sous cet éclairage, et quoi qu'en pensent les stratèges de Jean Charest, la manœuvre est plus défensive qu'offensive. Prenons le dossier du rapatriement de points d'impôt fédéraux. Rien n'empêche le gouvernement Landry de sonder les Québécois sur la question. La réponse, à la lumière du consensus actuel, est acquise d'avance.

Mais c'est une chose de sonder les cœurs, c'en est une autre d'astreindre ses adversaires à une obligation de résultat à laquelle on ne peut pas soi-même prétendre.

En campagne électorale ou autrement, M. Landry aurait de la difficulté à démontrer pourquoi il est mieux placé que ses adversaires fédéralistes pour faire avancer le dossier des points d'impôt sur l'échiquier canadien alors qu'il est lui-même littéralement figé sur la case départ.

Le principal avantage d'un tel plébiscite serait finalement de permettre au premier ministre de pouvoir discourir sur autre chose que sur la souveraineté.

M. Landry a déjà précisé que la question prétendument nationale serait exclue d'emblée du type d'exercice qu'il propose. On peut croire que, dans son esprit, cette question débordait du strict cadre du pour ou contre la souveraineté.

Faute de quoi, on risquerait d'assister à une banalisation, infligée de l'intérieur, du débat québécois. Demander par exemple aux électeurs du Québec d'affirmer qu'ils forment une nation comme d'autres sondeur au passage leurs administrés sur les vidéopokers ne ferait vraiment pas très sérieux.

Le renvoi constitutionnel fédéral sur le droit à la sécession du Québec a ouvert la voie au recours à un référendum pour forcer le Canada à venir s'asseoir à une table de négociation.

Dans la foulée des échecs référendaires et constitutionnels des uns et des autres, ce recours constitue cependant une des dernières cartouches de l'arsenal québécois. Ce serait dommage de la gaspiller pour marquer des points contre d'autres Québécois dans le cadre d'une bataille électorale!

P.S.: Sur un tout autre sujet, ma dernière chronique a suscité l'émotion du député libéral John Bryden que j'avais présenté à tort comme coprésident du comité-oubliette de la bibliothèque parlementaire. En fait, le John Bryden qui copréside le groupe avec la députée Carolyn Bennett, en disgrâce depuis qu'elle a interpellé Jean Chrétien sur la place faite aux femmes dans son dernier remaniement ministériel, est plutôt sénateur. L'histoire ne dit pas si les membres de la Chambre haute voient une telle sinécure comme une malédiction ou une bénédiction, le purgatoire des uns étant souvent le paradis des autres.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

## Chrétien propose un compromis

### Des sanctions ne seraient imposées contre le régime du président Robert Mugabe qu'après les élections

PRESSE CANADIENNE ET AGENCE FRANCE-PRESSE

Coolum, Australie — Le premier ministre fédéral Jean Chrétien a tenté de concilier les positions des autres dirigeants du Commonwealth au sujet du Zimbabwe, hier, proposant un compromis en vertu duquel des sanctions ne seraient imposées contre le régime du président Robert Mugabe qu'après les élections prévues dans le pays africain.

«Il y aura consensus, a-t-il prédit à Coolum, en Australie, à la suite d'entretiens à huis clos avec les différents leaders. Tout le monde est d'accord pour qu'il ne se passe rien avant le scrutin.»

Sous le couvert de l'anonymat, des responsables canadiens ont indiqué que la proposition soumise par M. Chrétien avait au préalable fait l'objet de discussions avec le premier ministre britannique Tony Blair, le président sud-africain Thabo Mbeki de même que le président nigérian Olusegun Obasanjo. Il semble qu'ils se soient entendus sur l'objectif général du compromis envisagé, mais pas nécessairement sur tous les détails.

La proposition a par la suite été présentée aux autres dirigeants des 54 pays membres du Commonwealth, association des anciennes possessions de l'empire britannique, lors d'une séance privée. Les discussions ont été interrompues au bout de trois heures, et elles doivent reprendre aujourd'hui.

M. Chrétien a néanmoins prévenu qu'il n'y avait encore rien de certain, laissant entendre que «durant la nuit, les gens peuvent changer d'avis». Il a tout de même affirmé avoir confiance qu'une entente puisse être conclue. Le secrétaire général Don McKinnon, principal bureaucrate du Commonwealth, a été chargé de préparer, au cours de la nuit, un texte officiel devant être soumis aux dirigeants aujourd'hui.

Robert Mugabe, à qui l'on reproche de bafouer les droits de la personne tout en harcelant ses adversaires politiques dans le but de se maintenir au pouvoir, est la cible de sévères critiques depuis des mois. Son principal opposant lors des élections prévues les 9 et 10 mars, Morgan Tsvangirai, a été accusé de trahison, la semaine dernière, ce qui a provoqué un tollé général.

#### Le bloc africain

Les pays africains continuent de faire bloc autour du Zimbabwe contre l'ancien pouvoir colonial britannique en s'opposant aux sanctions contre le régime du président Mugabe, ce qui accentue le désaccord au sommet du Commonwealth en Australie.



Le premier ministre Jean Chrétien participe au sommet des dirigeants du Commonwealth, à Coolum, en Australie.

Les principaux dirigeants africains ont également critiqué la disparité entre la richesse des pays développés et la pauvreté de leurs propres pays alors qu'ils aspirent à une aide leur permettant d'amorcer une renaissance économique de leur continent.

Car les 17 pays africains présents dans la petite ville balnéaire de Coolum constituent un groupe en mesure de peser sur les décisions de ce sommet dominé par la question des sanctions à l'encontre du Zimbabwe.

Le président de la Tanzanie, Benjamin Mkapa, a plaidé pour que le Commonwealth abandonne ses discussions sur des sanctions à l'encontre du gouvernement du Zimbabwe que dirige Robert Mugabe depuis plus de 20 ans. «A moins qu'on soit en mesure de prendre une décision rationnelle et intelligente, nous devrions laisser la pièce se jouer complètement là bas avant que nous nous forgions une opinion», a ajouté M. Mkapa. «On a l'air de dire que si le gouvernement gagne, les élections seront faussées», a-t-il ajouté.

#### EN BREF

### Le suspect est toujours au large

(PC) — La police de Montréal a lancé un appel au suspect du meurtre du policier Benoît L'Écuyer, hier, afin qu'il se rende de lui-même aux forces de l'ordre. Lors d'une conférence de presse, le commandant André Durocher a déclaré que plus d'une quinzaine d'enquêteurs travaillaient à plein temps pour rattraper le présumé assassin, Stéphane Boucher, 24 ans. Le commandant Durocher a précisé que Boucher a téléphoné à la police deux fois dans la journée de jeudi, le jour du meurtre, mais qu'il n'avait donné aucun signe de vie depuis. Boucher ne doit pas craindre les réactions des policiers et ferait tout aussi bien de se rendre, a ajouté M. Durocher. «Quelle sorte d'existence peut-il entrevoir maintenant, si ce n'est de rester caché pour le reste de ses jours?» a-t-il lancé aux journalistes. Benoît L'Écuyer a été abattu au cours d'un échange de coups de feu jeudi dans l'est de Montréal.

### Cumuls de pension et de contrats fédéraux

Halifax (PC) — Des vérificateurs du gouvernement réclament que des mesures soient prises à l'échelle nationale pour contrôler l'octroi de contrats par le ministère des Travaux publics, après avoir découvert de nombreux cas de cumuls de pension et de rémunération dans les provinces atlantiques. Ainsi, au moins deux ex-fonctionnaires, touchant des allocations de retraite du gouvernement fédéral, ont obtenu de manière irrégulière des contrats des Travaux publics, en dépit de la politique qui limite sévèrement cette pratique. Ces contrats, pour des travaux de construction, valaient chacun entre 25 000 et 50 000 \$, révèle une vérification interne achevée en décembre. L'enquête a porté sur les contrats signés dans la région atlantique entre 1999 et 2001. À la suite de leur enquête, les vérificateurs ont conclu que le ministère des Travaux publics ne maintient pas de bases de données suffisamment détaillées pour permettre de recenser tous les retraités de la fonction publique auxquels on a attribué des contrats. Il est donc impossible de jauger l'ampleur du problème, lequel requiert l'attention immédiate des gestionnaires, recommandent les auteurs du rapport.

### Poursuite de 500 000 \$ contre Air Canada

Ottawa (PC) — Un client d'Air Canada, qui n'avait pu se faire servir en français lors d'un vol, a décidé de poursuivre le transporteur aérien pour un montant de plus de 500 000 \$. Michel Thibodeau, à qui le Commissariat aux langues officielles avait donné raison en décembre, a déposé vendredi une poursuite en Cour fédérale, réclamant à Air Canada 250 000 \$ en dommages et intérêts et 500 000 \$ à titre punitif et exemplaire. L'incident linguistique s'est produit en août 2000, lors d'un vol Montréal-Ottawa d'Air Ontario, une filiale d'Air Canada. Le Commissariat aux langues officielles avait jugé inacceptable que des agents de bord unilingues soient affectés à des vols reliant des points où la demande pour des services bilingues était importante. En vertu de lois fédérales, les transporteurs aériens doivent offrir leurs services dans les deux langues pour les vols qui touchent Ottawa, Moncton, Montréal, ainsi que tous les vols à l'intérieur de l'Ontario, du Québec et du Nouveau-Brunswick.

#### Boycottage du Sommet de Montréal

## L'administration Tremblay critique la décision de Bourque

ÉRIC DESROSIERS  
LE DEVOIR

L'administration Tremblay s'en est durement prise hier à la décision de Pierre Bourque et de son parti, Vision Montréal, de ne pas participer au Sommet de Montréal en juin.

«Je peux comprendre que ce soit un genre d'exercice qui le dépasse un peu, le pauvre homme, a raillé le vice-président du comité exécutif, Michel Prescott. La consultation publique n'a jamais été son fort.»

Accompagné pour l'occasion de trois autres conseillers montréalais de l'équipe Tremblay, Marvin Rotrand, Helen Fotopulos et Michael Appelbaum, Michel Prescott a déploré le fait que la décision de l'ancien maire condamne les citoyens de l'ancienne Ville de

Montréal au statut de spectateurs durant le Sommet, la grande majorité d'entre eux étant représentés par des conseillers municipaux appartenant à son parti. «Que veut faire Pierre Bourque, "une île, deux villes"? Ce sommet est la première occasion que l'on donne aux citoyens de débattre au même moment de tous les aspects de la vie civique.»

Pierre Bourque avait expliqué vendredi sa décision par le fait que les nouveaux arrondissements montréalais souffraient encore de trop de problèmes d'organisation pour pouvoir espérer que la consultation s'y déroule correctement. Il s'était alors dit déçu du refus de ses organisateurs d'envisager le report de l'événement.

«Tout le monde va reconnaître que cette nouvelle Ville est un véhi-

cule qui sort de la chaîne de montage avec quelques pièces manquantes, a reconnu hier Michel Prescott. Mais on peut très bien débattre d'enjeux de fond tout en continuant à assurer la mise en place des nouvelles institutions.»

«De toute manière, à en juger par son attitude, on peut se demander si [Pierre Bourque] a jamais véritablement eu l'intention de participer au Sommet de façon non partisane, a poursuivi Michel Prescott. A ce compte-là, c'est peut-être un bien qu'il n'y participe pas.»

loto-québec		résultats	
lotto	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
649	2002-03-02	6/6 0 5/6+ 5 5/6 262 4/6 14 339 3/6 264 734	2 000 000,00 \$ 114 025,70 \$ 1 740,80 \$ 60,90 \$ 10,00 \$
Complémentaire: (16)		Ventes totales: 14 329 331 \$	Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 \$
Quebec	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
49	2002-03-02	6/6 0 5/6+ 0 5/6 32 4/6 1 658 3/6 27 242	1 000 000,00 \$ 50 000,00 \$ 500,00 \$ 50,00 \$ 5,00 \$
Complémentaire: (26)		Ventes totales: 650 771,50 \$	
Super 7	Tirage du	GAGNANTS	LOTS
7	2002-03-01	7/7 1 6/7+ 2 6/7 79 5/7 5 302 4/7 101 447 3/7+ 94 781 3/7 819 113	5 000 000,00 \$ 101 618,90 \$ 2 251,00 \$ 119,80 \$ 10,00 \$ 10,00 \$
Complémentaire: (05)		Ventes totales: 11 644 342 \$	Participation gratuite
Prochain gros lot: 2 500 000 \$			
Extra	Tirage du	NUMÉRO	LOT
	2002-03-01	357296	100 000 \$
Extra	Tirage du	NUMÉRO	LOT
	2002-03-02	854017	100 000 \$

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

www.lamaritime.ca

### La Maritime

AVIS D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le présent avis confirme que l'assemblée générale annuelle de La Maritime, compagnie d'assurance-vie, aura lieu le mercredi 13 mars 2002 à 11 h à son siège social, au 2701, chemin Dutch Village, Halifax (Nouvelle-Écosse).

Fait à Halifax (Nouvelle-Écosse), le 4<sup>e</sup> jour du mois de mars 2002.

Par ordre du conseil,

A signé  
Heather M. Hannon  
Vice-présidente, directrice juridique et secrétaire générale

La terre est riche de son monde

DÉVELOPPEMENT ET PAIX

1-888-234-8533  
(514) 257-8711 • www.devp.org

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## LITS

SUITE DE LA PAGE 1

Elles signifient qu'environ 14 % des 6436 lits de courte durée des hôpitaux de la région sont non disponibles en permanence, et l'on se demande quand on pourra renverser la vapeur.

Pas étonnant puisque, de façon générale, on estime qu'il manque aujourd'hui 2000 infirmières dans le réseau de la santé à Montréal pour que tout marche rondement, affirme Laureanne Collin, porte-parole de la Régie régionale.

Le tableau des lits fermés en raison «de la pénurie» varie toutefois grandement d'un établissement à l'autre. Par exemple, on compte 348 lits fermés sur 1390 dans le Centre hospitalier de l'Université de Montréal, soit l'équivalent de l'un des trois hôpitaux. Même portrait au Centre universitaire de santé McGill, où 178 lits sont non disponibles sur les 890 que compte le CUSM. Dans ces deux hôpitaux, il manque près de 400 infirmières pour pourvoir tous les postes laissés vacants par des départs et des retraites.

Environ 70 lits sont aussi fermés à l'Hôpital général juif, 57 à l'hôpital de Verdun, 40 à Santa Cabrini, 39 à l'hôpital Sainte-Justine et 32 à l'hôpital de Montréal pour enfants. Toutefois, d'autres hôpitaux comme l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et l'hôpital Fleury parviennent à maintenir tous leurs lits ouverts, ou presque. Selon Louis Côté, responsable des relations avec la communauté à la Régie régionale de Montréal-Centre, plusieurs facteurs comptent dans ces fermetures de lits. «On voit que le phénomène est particulièrement criant au CHUM et au CUSM, alors qu'il n'existe pas à Maisonneuve-Rosemont, malgré la pénurie d'infirmières. Le phénomène dépasse le contexte de la pénurie et celle-ci ne doit pas devenir un prétexte aux fermetures de lits», assure M. Côté.

Cette semaine, il faudra donc prendre son mal en patience dans la plupart des hôpitaux montréalais. Depuis le 24 février, on estime que 200 lits sont venus s'ajouter au volumineux contingent de lits maintenus fermés «pour une durée indéterminée» par la pénurie de personnel infirmier.

«Cela peut changer selon les besoins et les besoins réels pourraient différer des prévisions. Mais nous prévoyons pour l'instant que jusqu'à 199 lits pourront être fermés entre le 24 février et le 10 mars. L'an dernier, 116 lits d'hôpitaux avaient été fermés pendant deux semaines», a précisé Mme Collin, au terme d'une réunion tenue vendredi avec les administrateurs d'hôpitaux pour faire le point sur la situation des urgences et les fermetures de lits.

Heureusement, les mesures spéciales adoptées par la Régie régionale pour faire face à la période hivernale et limiter l'achalandage dans les urgences sont toujours en vigueur. Ainsi, les hôpitaux ont toujours accès aux 253 lits de soins de longue durée et aux 115 lits de soins de transition ajoutés pour faire face aux débordements des urgences. Les critères d'admission dans les centres d'hébergement de longue durée ont aussi été assouplis pour permettre l'admission rapide des patients âgés qui occupent des lits dans les urgences ou les hôpitaux de courte durée.

## Participation militaire canadienne dans l'est de l'Afghanistan

Toronto (AFP) — Un petit nombre de militaires canadiens sont impliqués dans l'opération menée par les États-Unis dans l'est de l'Afghanistan contre des centaines de membres présumés d'al-Qaïda ou talibans, a-t-on indiqué hier de source militaire canadienne.

Ces hommes, d'une unité d'infanterie basée à Kandahar, «sont actuellement engagés dans les opérations de combat de la coalition près de Gardez, en Afghanistan», a déclaré le lieutenant Kelly Kirena, un porte-parole des forces canadiennes, lisant un communiqué de l'équipe de liaison canadienne affectée auprès du Commandement central américain en Floride. Aucune perte canadienne n'a été rapportée depuis le début des combats samedi. «La mission n'implique pas un grand nombre de Canadiens», a précisé le porte-parole, refusant d'évoquer un chiffre et l'éventuelle durée qu'allait prendre les opérations.

En annonçant en janvier une participation militaire canadienne de 750 hommes aux opérations menées par les États-Unis en Afghanistan, le ministre canadien de la Défense Art Eggleton avait indiqué qu'ils pouvaient être utilisés dans des combats «pour détruire des poches résiduelles de talibans et d'al-Qaïda». «Cette mission n'est pas sans risques», avait-il ajouté.

## RÉFLEXION

SUITE DE LA PAGE 1

étrangères les unes aux autres. Nulle part cette nouvelle cohabitation n'est plus frappante que dans le domaine des arts où l'interactivité entre le concepteur et le spectateur est en voie d'acquiescer tout son sens. Non seulement un plus grand nombre de citoyens ont accès aux outils de l'artiste, mais le spectateur peut réagir et intervenir dans le processus.

Et que dire du mariage de la biologie et de l'informatique? Il a permis à des chercheurs de concevoir la «pilule intelligente» ou la «pilule bioélectronique» implantée dans le corps et capable de libérer ses bienfaits pendant plusieurs mois, à petites doses, selon les besoins de l'organisme. Il a aussi permis à des chercheurs américains «d'interfacer» le système nerveux à des machines électroniques en extrayant un signal provenant du cerveau de rats, afin de leur faire contrôler à distance un bras robotique!

Qu'il soit question d'art, d'argent, de science, de politique ou de quelque autre domaine, la grande question commence par le mot pouvoir. L'âge du numérique entraîne-t-il une redistribution du pouvoir, en élargissant sa base? Personne ne nierait que les possibilités sont réelles, mais, ce soit à l'intérieur d'une société ou entre pays riches et pauvres, on n'a pas fini d'essayer de comprendre la relation entre les réseaux et la démocratie. Une chose est certaine, les rapports de force sont marqués par l'accélération dans la transmission de la parole. Tout peut désormais aller très vite.

Mais très vite ne veut pas nécessairement dire beaucoup mieux. Le tourbillon auquel nous convie Internet ne nous rend pas nécessairement meilleur et plus intelligent. Oui les possibilités sont grandes, mais elles ne sont pas infinies. Car, entre consommer par l'entremise d'Internet ou consommer en se rendant dans les magasins, la différence n'est pas fondamentale. Et que dire de nos enfants qui délaisent la télé pour l'ordinateur devant lequel ils passent des heures et des heures, jusqu'à ce qu'un parent lucide les tire de là pour les envoyer jouer dehors! Ils ne seront pas pour autant plus «allumés», que les générations qui les ont précédés. Mais, encore là, une utilisation sensée de la «machine» peut permettre une réelle ouverture sur le monde.

Au cours des deux prochains mois, *Le Devoir* ouvrira sa page *Idees* du lundi à des auteurs qui ont longuement réfléchi sur les hauts et les bas des nouvelles technologies.

M. Fischer ouvre le bal. Suivront Derrick de Kerhove, Jacques Nantel, Martin Freeth, Louise Poissant, Jean-Claude Guédon, Joël de Rosnay, Charles Halary. Nous publierons également, au cours des prochaines semaines, des réactions de lecteurs.

Paule des Rivières

## LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## • La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

*Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## ESCALADE

SUITE DE LA PAGE 1

Ces derniers jours, l'envergure prise par les incursions israéliennes dans les camps de réfugiés de Balata et Djenine a suscité des critiques et des appels à la retenue. Les analystes estiment que le principal problème auquel se trouve aujourd'hui confronté le premier ministre israélien, dont la popularité a chuté dans les sondages, est le manque de vision politique claire.

«Le cabinet est incapable de prendre une décision claire dans un sens comme dans l'autre», estime Chemi Shalev, commentateur au quotidien *Maariv*.

Au moins 924 Palestiniens et 305 Israéliens sont morts dans les violences depuis le début du soulèvement palestinien de septembre 2000.

«Nous devons poursuivre nos opérations intensives contre Yasser Arafat et l'Autorité palestinienne, cet empire du mensonge», a dit Ariel Sharon, hier matin, en tapant du poing sur la table, à son ministre de la Défense, le travailliste Benyamin Ben Eliezer, qui lui enjoignait de relâcher la pression sur le leader palestinien. «Arafat a donné son feu vert aux organisations palestiniennes pour qu'elles déclenchent une offensive terroriste contre Israël», a affirmé un porte-parole israélien, Arié Meckel. Nul ne voit aujourd'hui comment le premier ministre israélien peut évoluer dans un sens ou dans un autre sans faire exploser son gouvernement d'union nationale, seule garantie de sa survie politique. Qu'il décide de renverser ou de tuer Arafat et d'envahir les territoires palestiniens, et les travaillistes le lâchent. Qu'il assouplisse sa position, et ce sont les ministres les plus radicaux qui démissionnent.

Et pourtant, Ariel Sharon ne peut pas non plus poursuivre sa politique actuelle qui lui coûte de plus en plus de voix dans les sondages. Même si Benyamin Ben Eliezer s'est félicité hier des opérations de Tsahal sur Jenine et Balata «qui ont montré que les camps de réfugiés ne sont plus tabous», l'attaque d'hier matin montre que ces raids, censés arrêter les terroristes et leurs infrastructures, ne font que renforcer la haine — témoin, la montée en puissance du bras armé du Fatah, en passe de supplanter les extrémistes du Harhas et du Jihad islamique — et qu'il suffit d'un homme et d'un fusil pour porter un coup terrible à l'armée.

Le nombre de plus en plus élevé de soldats tués, et donc de réservistes, devrait par ailleurs renforcer le mouvement de grogne qui monte dans l'armée. Fait significatif, qui pourrait faire basculer le conflit, un mouvement de «mères» israéliennes est en train de se monter, de même nature que celui qui, il y a une quinzaine d'années, avait conduit au retrait israélien du Liban.

## Plan saoudien

Parallèlement à cette nouvelle flambée de violence, les États-Unis discutent aujourd'hui à Washington de l'initiative de paix saoudienne avec le responsable de la diplomatie européenne Javier Solana et le président égyptien Hosni Moubarak.

Les propositions du prince héritier Abdallah ben



SUAHIB SALEM REUTERS

Des membres du Hamas ont voulu montrer hier qu'ils étaient prêts à commettre de nouveaux attentats suicide.

Abdel Aziz pour une normalisation israélo-arabe ont été largement reprises en Europe et dans le monde arabe, qui pressent Washington d'en faire plus pour résoudre ce conflit vieux de 54 ans.

Après avoir accueilli avec tiédeur les propositions du prince, les dirigeants américains «saluent» désormais les idées saoudiennes, tout en affirmant qu'il ne s'agit pas d'un plan de paix.

«Je pense qu'il faut féliciter et remercier le prince Abdallah pour avoir mis sur la table un moyen de percer certaines barrières pour avancer vers le plan de paix Mitchell», un plan américain qui prévoit un arrêt des violences avant le retour à la table de négociations, a déclaré samedi le secrétaire d'État Colin Powell.

Soumettre ces idées au sommet arabe dans un mois, «est une mesure importante», a-t-il dit lors d'un entretien avec la chaîne de télévision CNN.

L'initiative saoudienne prévoit une normalisation complète des relations entre tous les pays arabes et Israël en échange d'un retrait israélien total de tous les territoires arabes occupés lors de la guerre israélo-arabe de 1967, y compris Jérusalem-Est.

Cependant, Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale, a déclaré vendredi à la télévision égyptienne que «les frontières d'un État palestinien» ne seraient décidées que lors de futures négociations.

Javier Solana s'est déclaré hier «très préoccupé par la spirale des violences» qui «ne mène nulle part».

Le Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure, qui était la semaine dernière dans la région et dont l'activisme contraste avec le peu de visibilité américaine, rencontrera Colin Powell aujourd'hui.

Arrivé ce week-end à Washington pour une visite de six jours, le président égyptien doit pour sa part s'entretenir avec le président George W. Bush ainsi que plusieurs hauts responsables américains, dont le vice-président Dick Cheney et le secrétaire d'État.

## LIMITES

«Critiquer le scientisme, c'est voler au secours de la science!»

SUITE DE LA PAGE 1

On ne pourra mettre un flic derrière chaque savant.» Mais ce n'est pas une raison pour ne pas interdire le clonage de manière législative.

Il s'anime: «Quand on vous dit: on ne peut pas empêcher, donc on n'a qu'à l'autoriser, c'est idiot! Ce n'est pas parce qu'il y a des meurtriers qu'il faut autoriser le meurtre! Il faudrait alors autoriser l'inceste, parce qu'on ne peut empêcher certains pères de violer leur fils? Les limites et le droit n'ont jamais garanti l'absence de transgression. Ils permettent simplement d'assortir la transgression de sanctions et que l'on ne confonde pas les choses. C'est ce qu'il faut faire avec le clonage.»

## Rifkin français

Jean-Claude Guillebaud, c'est un peu le Jeremy Rifkin français. Comme ceux de l'auteur de *La Fin du travail* et du *Siècle biotech*, les essais de Guillebaud sont toujours extrêmement fouillés, accumulant les citations, les exemples concrets, les références. Ce dernier réagit d'ailleurs sans trop d'humour à l'expression facétieuse de «principe d'exhaustivité» que, sourire en coin, je lui propose pour qualifier sa méthode. Commentaire qui lui permet du reste d'expliquer qu'il «n'empile pas des dossiers comme ceux-là par simple souci encyclopédique». C'est plutôt par la conviction ferme qu'aujourd'hui, en cette époque de parcellisation des savoirs, «il y a des dangers qui ne se comprennent que de façon transdisciplinaire».

Ce sont ses amis, note-t-il, Michel Serres et Edgar Morin principalement — deux philosophes qui prônent le décloisonnement des savoirs — qui l'ont en-

couragé. «Tu peux être le messager du savoir, m'ont-ils dit», confie-t-il sans trop d'orgueil et avec un exemple éloquent: «Le cloisonnement des savoirs, c'est le non-savoir. Il y a, à notre époque, une figure assez inédite: celle du Prix Nobel inculte, le grand savant qui connaît tout sur un petit segment de la connaissance et qui est pour le reste un enfant.»

Au reste, la comparaison avec l'essayiste américain ne le rebute pas: «Chaque fois que je lis Rifkin, c'est vrai que je me sens assez proche de sa sensibilité: bagarreur plutôt que cynique. Rifkin en appelle assez volontiers à la mobilisation, au volontarisme. Aussi, comme moi, il croit qu'il faut tenter d'explorer différentes disciplines, d'aller y voir de près et tenter de les relier entre elles. Enfin, il se montre inquiet sans être catastrophiste.»

## Anti-catastrophisme

L'anti-catastrophisme, c'est, malgré toutes les menaces qu'il décortique inlassablement dans ses livres (comme *La Trahison des lumières*), l'une de ses attitudes préférées. Le risque de tout pessimisme déchainé, comme on en voit souvent aujourd'hui, tient à ses yeux à la tentation de la pensée restauratrice. «Or la restauration a toujours été une erreur.» En fait, la distinction optimisme-pessimisme n'est, selon lui, qu'un chantage: «On ne peut vraiment choisir entre l'un et l'autre.»

Et il rappelle la réponse de Jean Monnet qui, lorsqu'on lui demandait s'il était l'un ou l'autre, répondait: «Nous sommes déterminés.» Il faut s'y résoudre, affirme l'essayiste: l'histoire est tragique. «Chaque génération affronte un tragique spécifique. La génération de

nos parents a affronté les camps; puis les suivantes la guerre froide, la crainte nucléaire. Aujourd'hui, les générations contemporaines font face à des dangers redoutables. Il faut apprendre à les discerner pour mieux les affronter.» Pour cela, il faut nommer le pire, l'imaginer. Car la frayeur a des vertus. «Il y a une heuristique de la peur, comme le dit Hans Jonas. Le catastrophiste est un pervers qui s'entiche de sa peur et finit par s'y complaire, par croire que ce qu'il craint est inévitable.

Point de cela chez Guillebaud, qui a même proposé une ambitieuse refondation du monde. Est-ce dû à un sentiment religieux qui l'habite? «Je ne sais pas si je crois, répond-il de façon presque timide. Chose certaine, j'ai une curiosité de plus en plus forte pour le message évangélique. Je suis frappé par la pertinence du message évangélique. Je crois à l'origine fondamentalement chrétienne de la notion d'égalité. Je ne suis pas le seul, pensons à un penseur comme Vatimo. J'ai aussi été influencé en cela par René Girard, qui m'a permis de relire La Bible avec un œil neuf.»

Une sensibilité religieuse qui explique peut-être sa méfiance pour la science? Attention, rétorque-t-il, il n'est pas «opposé» à la science: «Critiquer le scientisme, c'est voler au secours de la science! L'utopie scientiste aujourd'hui en vogue est aussi ridicule, parce que fautive, que ne l'était l'utopie stalinienne.» Quant à la religion, il trouve ridicules ceux qui cherchent aujourd'hui à la démoniser dans la foulée du 11 septembre. «La religion peut sécréter des extrémismes et des idéologies, il est vrai. Mais, au XX<sup>e</sup> siècle, il faut bien voir que les totalitarismes qui ont fait le plus de tort étaient fondés sur des pensées qui rejetaient la religion.»

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

CE MIDI: Entrée + caribou poêlé à la gelée de sapin + dessert • 19\$

CE SOIR: Deux tables d'hôtes avec apéro pour 50\$

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • [gutenberg@qc.aira.com](mailto:gutenberg@qc.aira.com)

LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

14 au 17 mars 2002  
Palais des Congrès de Montréal  
Salon  
des vins et spiritueux  
de Montréal

Élections au Zimbabwe

## Chrétien propose un compromis

Des sanctions ne seraient imposées contre le régime du président Robert Mugabe qu'après les élections

PRESSE CANADIENNE  
ET AGENCE FRANCE-PRESSE

Coolum, Australie — Le premier ministre fédéral Jean Chrétien a tenté de concilier les positions des autres dirigeants du Commonwealth au sujet du Zimbabwe, hier, proposant un compromis en vertu duquel des sanctions ne seraient imposées contre le régime du président Robert Mugabe qu'après les élections prévues dans le pays africain.

«Il y aura consensus, a-t-il prédit à Coolum, en Australie, à la suite d'entretiens à huis clos avec les différents leaders. Tout le monde est d'accord pour qu'il ne se passe rien avant le scrutin.»

Sous le couvert de l'anonymat, des responsables canadiens ont indiqué que la proposition soumise par M. Chrétien avait au préalable fait l'objet de discussions avec le premier ministre britannique Tony Blair, le président sud-africain Thabo Mbeki de même que le président nigérian Olusegun Obasanjo. Il semble qu'ils se soient entendus sur l'objectif général du compromis envisagé, mais pas nécessairement sur tous les détails.

La proposition a par la suite été présentée aux autres dirigeants des 54 pays membres du Commonwealth, association des anciennes possessions de l'empire britannique, lors d'une séance privée. Les discussions ont été interrompues au bout de trois heures, et elles doivent reprendre aujourd'hui.

M. Chrétien a néanmoins prévenu qu'il n'y avait encore rien de certain, laissant entendre que «durant la nuit, les gens peuvent changer d'avis». Il a tout de même affirmé avoir confiance qu'une entente puisse être conclue. Le secrétaire général Don McKinnon, principal bureaucrate du Commonwealth, a été chargé de préparer, au cours de la nuit, un texte officiel devant être soumis aux dirigeants aujourd'hui.

Robert Mugabe, à qui l'on reproche de bafouer les droits de la personne tout en harcelant ses adversaires politiques dans le but de se maintenir au pouvoir, est la cible de sévères critiques depuis des mois. Son principal opposant lors des élections prévues les 9 et 10 mars, Morgan Tsvangirai, a été accusé de trahison, la semaine dernière, ce qui a provoqué un tollé général.

## Le bloc africain

Les pays africains continuent de faire bloc autour du Zimbabwe contre l'ancien pouvoir colonial britannique en s'opposant aux sanctions contre le régime du président Mugabe, ce qui accentue le désaccord au sommet du Commonwealth en Australie.

## EN BREF

## Le suspect est toujours au large

(PC) — La police de Montréal a lancé un appel au suspect du meurtre du policier Benoît L'Écuyer, hier, afin qu'il se rende de lui-même aux forces de l'ordre. Lors d'une conférence de presse, le commandant André Durocher a déclaré que plus d'une quinzaine d'enquêteurs travaillaient à plein temps pour rattraper le présumé assassin, Stéphane Boucher, 24 ans. Le commandant Durocher a précisé que Boucher a téléphoné à la police deux fois dans la journée de jeudi, le jour du meurtre, mais qu'il n'avait donné aucun signe de vie depuis. Boucher ne doit pas craindre les réactions des policiers et ferait tout aussi bien de se rendre, a ajouté M. Durocher. «Quelle sorte d'existence peut-il entrevoir maintenant, si ce n'est de rester caché pour le reste de ses jours?» a-t-il lancé aux journalistes. Benoît L'Écuyer a été abattu au cours d'un échange de coups de feu jeudi dans l'est de Montréal.

## Cumuls de pension et de contrats fédéraux

Halifax (PC) — Des vérificateurs du gouvernement réclament que des mesures soient prises à l'échelle nationale pour contrôler l'octroi de contrats par le ministère des Travaux publics, après avoir découvert de nombreux cas de cumuls de pension et de rémunération dans les provinces atlantiques. Ainsi, au moins deux ex-fonctionnaires, touchant des allocations de retraite du gouvernement fédéral, ont obtenu de manière irrégulière des contrats des Travaux publics, en dépit de la politique qui limite sévèrement cette pratique. Ces contrats, pour des travaux de construction, valaient chacun entre 25 000 et 50 000 \$, révèle une vérification interne achevée en décembre. L'enquête a porté sur les contrats signés dans la région atlantique entre 1999 et 2001. À la suite de leur enquête, les vérificateurs ont conclu que le ministère des Travaux publics ne maintient pas de bases de données suffisamment détaillées pour permettre de recenser tous les retraités de la fonction publique auxquels on a attribué des contrats. Il est donc impossible de jauger l'ampleur du problème, lequel requiert l'attention immédiate des gestionnaires, recommandent les auteurs du rapport.

## Poursuite de 500 000 \$ contre Air Canada

Ottawa (PC) — Un client d'Air Canada, qui n'avait pu se faire servir en français lors d'un vol, a décidé de poursuivre le transporteur aérien pour un montant de plus de 500 000 \$. Michel Thibodeau, à qui le Commissariat aux langues officielles avait donné raison en décembre, a déposé vendredi une poursuite en Cour fédérale, réclamant à Air Canada 25 000 \$ en dommages et intérêts et 500 000 \$ à titre punitif et exemplaire. L'incident linguistique s'est produit en août 2000, lors d'un vol Montréal-Ottawa d'Air Ontario, une filiale d'Air Canada. Le Commissariat aux langues officielles avait jugé inacceptable que des agents de bord unilingues soient affectés à des vols reliant des points où la demande pour des services bilingues était importante. En vertu de lois fédérales, les transporteurs aériens doivent offrir leurs services dans les deux langues pour les vols qui touchent Ottawa, Moncton, Montréal, ainsi que tous les vols à l'intérieur de l'Ontario, du Québec et du Nouveau-Brunswick.



Le premier ministre Jean Chrétien participe au sommet des dirigeants du Commonwealth, à Coolum, en Australie.

Les principaux dirigeants africains ont également critiqué la disparité entre la richesse des pays développés et la pauvreté de leurs propres pays alors qu'ils aspirent à une aide leur permettant d'amorcer une renaissance économique de leur continent.

Car les 17 pays africains présents dans la petite ville balnéaire de Coolum constituent un groupe en mesure de peser sur les décisions de ce sommet dominé par la question des sanctions à l'encontre du Zimbabwe.

Le président de la Tanzanie, Benjamin Mkapa, a plaidé pour que le Commonwealth abandonne ses discussions sur des sanctions à l'encontre du gouvernement du Zimbabwe que dirige Robert Mugabe depuis plus de 20 ans. «A moins qu'on soit en mesure de prendre une décision rationnelle et intelligente, nous devrions laisser la pièce se jouer complètement là bas avant que nous nous forgions une opinion», a ajouté M. Mkapa. «On a l'air de dire que si le gouvernement gagne, les élections seront faussées», a-t-il ajouté.

## Boycottage du Sommet de Montréal

## L'administration Tremblay critique la décision de Bourque

ÉRIC DESROSIERS  
LE DEVOIR

L'administration Tremblay s'en est durement prise hier à la décision de Pierre Bourque et de son parti, Vision Montréal, de ne pas participer au Sommet de Montréal en juin.

«Je peux comprendre que ce soit un genre d'exercice qui le dépasse un peu, le pauvre homme, a raillé le vice-président du comité exécutif, Michel Prescott. La consultation publique n'a jamais été son fort.»

Accompagné pour l'occasion de trois autres conseillers montréalais de l'équipe Tremblay, Marvin Rotrand, Helen Fotopoulos et Michael Appelbaum, Michel Prescott a déploré le fait que la décision de l'ancien maire condamne les citoyens de l'ancienne Ville de

Montréal au statut de spectateurs durant le Sommet, la grande majorité d'entre eux étant représentés par des conseillers municipaux appartenant à son parti. «Que veut faire Pierre Bourque, "une île, deux villes"? Ce sommet est la première occasion que l'on donne aux citoyens de débattre au même moment de tous les aspects de la vie civique.»

Pierre Bourque avait expliqué vendredi sa décision par le fait que les nouveaux arrondissements montréalais souffraient encore de trop de problèmes d'organisation pour pouvoir espérer que la consultation s'y déroule correctement. Il s'était alors dit déçu du refus de ses organisateurs d'envisager le report de l'événement.

«Tout le monde va reconnaître que cette nouvelle Ville est un véhi-

cule qui sort de la chaîne de montage avec quelques pièces manquantes, a reconnu hier Michel Prescott. Mais on peut très bien débattre d'enjeux de fond tout en continuant à assurer la mise en place des nouvelles institutions.»

«De toute manière, à en juger par son attitude, on peut se demander si [Pierre Bourque] a jamais véritablement eu l'intention de participer au Sommet de façon non partisane, a poursuivi Michel Prescott. A ce compte-là, c'est peut-être un bien qu'il n'y participe pas.»

www.lamaritime.ca

La Maritime

AVIS D'ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE ANNUELLE

Le présent avis confirme que l'assemblée générale annuelle de La Maritime, compagnie d'assurance-vie, aura lieu le mercredi 13 mars 2002 à 11 h à son siège social, au 2701, chemin Dutch Village, Halifax (Nouvelle-Écosse).

Fait à Halifax (Nouvelle-Écosse), le 4<sup>e</sup> jour du mois de mars 2002.

Par ordre du conseil,

A signé  
Heather M. Hannon  
Vice-présidente, directrice  
juridique et secrétaire générale

La terre est riche  
de son mondeDÉVELOPPEMENT  
ET PAIX

1-888-234-8533

(514) 257-8711 • www.devp.org

radio-classique  
99.5  
cjpjx  
fm - montréal

Chantal Hébert

## La dernière cartouche

En proposant d'ajouter au bulletin de vote des Québécois une ou des questions sur divers sujets, le premier ministre Bernard Landry reprend (sans doute involontairement) à son compte une idée qui avait été très en vogue dans l'entourage de Jean Chrétien dans les mois qui ont précédé les élections de 1994 au Québec.

Peu de temps après l'arrivée de Daniel Johnson à la tête du PLQ, le chef de cabinet du premier ministre fédéral, Jean Pelletier, avait fait flotter l'idée de profiter du scrutin à venir pour plébisciter les Québécois.

Comme dans le projet de M. Landry, le plan fédéral n'aurait pas nécessairement pour objectif de vider la question nationale. Vue d'Ottawa, l'idée de demander aux Québécois d'indiquer s'ils voulaient ou non se «séparer» en même temps qu'ils votaient pour ou contre le PQ aurait certainement été alléchante. Mais la bouchée aurait été tellement grosse qu'elle aurait risqué de passer de travers.

Plus modestement, le gouvernement Johnson aurait cependant pu profiter des élections pour sonder l'électorat sur l'opportunité de tenir un référendum sur la souveraineté pendant le prochain mandat du gouvernement du Québec.

Même à l'époque, les Québécois étaient très partagés sur cet engagement de Jacques Parizeau.

En sondant les électeurs à ce sujet, le camp fédéraliste aurait pu mettre un gros bâton dans les roues d'un futur gouvernement péquiste.

Et puis, malgré la fatigue qu'éprouvaient les électeurs à l'égard des libéraux en 1994, bon nombre d'entre eux hésitaient à confier le pouvoir au PQ à cause des inquiétudes que leur inspiraient ses projets référendaires.

Pour les fédéralistes, l'ajout au bulletin de vote d'une question sur le calendrier référendaire aurait eu pour avantage de projeter encore davantage les feux de la rampe sur l'ordre du jour souverainiste de M. Parizeau.

À Québec, les rêves fédéraux n'ont finalement pas trouvé preneur. Il faut dire que la manœuvre était d'autant plus risquée qu'elle aurait aussi eu pour effet secondaire d'offrir à Lucien Bouchard, alors au faite de sa gloire à Ottawa, beaucoup de glace pendant la campagne québécoise.

Toujours est-il qu'on ne devait plus entendre parler d'un tel projet jusqu'à la semaine dernière, dans la bouche de Bernard Landry. Mais si les porteurs de ce ballon changent, le jeu, lui, reste essentiellement le même.

En 1994, le camp fédéraliste avait évoqué l'idée d'un plébiscite en parallèle avec la campagne électorale pour mettre la souveraineté davantage en évidence. Aujourd'hui, deux mandats et un référendum plus tard, l'équipe péquiste ressuscite l'idée pour mettre son projet davantage en vue.

De 1994 à nos jours, la souveraineté n'a jamais cessé d'avoir un effet de ralentissement sur le succès électoral du PQ. Le score serré du vote populaire aux deux dernières élections en témoigne. Dans les circonstances actuelles, l'option est devenue un frein. La façon choisie pour le débloquer semble consister à mettre le véhicule sur la pente d'un chemin de travers.

Sous cet éclairage, et quoi qu'en pensent les stratégies de Jean Charest, la manœuvre est plus défensive qu'offensive. Prenons le dossier du rapatriement de points d'impôt fédéraux. Rien n'empêche le gouvernement Landry de sonder les Québécois sur la question. La réponse, à la lumière du consensus actuel, est acquise d'avance.

Mais c'est une chose de sonder les cœurs, c'en est une autre d'astreindre ses adversaires à une obligation de résultat à laquelle on ne peut pas soi-même prétendre.

En campagne électorale ou autrement, M. Landry aurait de la difficulté à démontrer pourquoi il est mieux placé que ses adversaires fédéralistes pour faire avancer le dossier des points d'impôt sur l'échiquier canadien alors qu'il est lui-même littéralement figé sur la case départ.

Le principal avantage d'un tel plébiscite serait finalement de permettre au premier ministre de pouvoir discourir sur autre chose que sur la souveraineté.

M. Landry a déjà précisé que la question prétendument nationale serait exclue d'emblée du type d'exercice qu'il propose. On peut croire que, dans son esprit, cette question déborde du strict cadre du pour ou contre la souveraineté.

Faute de quoi, on risquerait d'assister à une banalisation, infligée de l'intérieur, du débat québécois. Demander par exemple aux électeurs du Québec d'affirmer qu'ils forment une nation comme d'autres sondeur au passage leurs administrés sur les vidéopokers ne ferait vraiment pas très sérieux.

Le renvoi constitutionnel fédéral sur le droit à la sécession du Québec a ouvert la voie au recours à un référendum pour forcer le Canada à venir s'asseoir à une table de négociation.

Dans la foulée des échecs référendaires et constitutionnels des uns et des autres, ce recours constitue cependant une des dernières cartouches de l'arsenal québécois. Ce serait dommage de la gaspiller pour marquer des points contre d'autres Québécois dans le cadre d'une bataille électorale!

P. S.: Sur un tout autre sujet, ma dernière chronique a suscité l'émotion du député libéral John Bryden que j'avais présenté à tort comme coprésident du comité-oubliette de la bibliothèque parlementaire. En fait, le John Bryden qui copréside le groupe avec la députée Carolyn Bennett, en disgrâce depuis qu'elle a interpellé Jean Chrétien sur la place faite aux femmes dans son dernier remaniement ministériel, est plutôt sénateur. L'histoire ne dit pas si les membres de la Chambre haute voient une telle sinécure comme une malédiction ou une bénédiction, le purgatoire des uns étant souvent le paradis des autres.

Chantal Hébert est columnist politique  
au Toronto Star.

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## LITS

SUITE DE LA PAGE 1

Elles signifient qu'environ 14 % des 6436 lits de courte durée des hôpitaux de la région sont non disponibles en permanence, et l'on se demande quand on pourra renverser la vapeur.

Pas étonnant puisque, de façon générale, on estime qu'il manque aujourd'hui 2000 infirmières dans le réseau de la santé à Montréal pour que tout marche rondement, affirme Laureanne Collin, porte-parole de la Régie régionale.

Le tableau des lits fermés en raison «de la pénurie» varie toutefois grandement d'un établissement à l'autre. Par exemple, on compte 348 lits fermés sur 1390 dans le Centre hospitalier de l'Université de Montréal, soit l'équivalent de l'un des trois hôpitaux. Même portrait au Centre universitaire de santé McGill, où 178 lits sont non disponibles sur les 890 que compte le CUSM. Dans ces deux hôpitaux, il manque près de 400 infirmières pour pourvoir tous les postes laissés vacants par des départs et des retraites.

Environ 70 lits sont aussi fermés à l'Hôpital général juif, 57 à l'hôpital de Verdun, 40 à Santa Cabrini, 39 à l'hôpital Sainte-Justine et 32 à l'hôpital de Montréal pour enfants. Toutefois, d'autres hôpitaux comme l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et l'hôpital Fleury parviennent à maintenir tous leurs lits ouverts, ou presque. Selon Louis Côté, responsable des relations avec la communauté à la Régie régionale de Montréal-Centre, plusieurs facteurs comptent dans ces fermetures de lits. «On voit que le phénomène est particulièrement criant au CHUM et au CUSM, alors qu'il n'existe pas à Maisonneuve-Rosemont, malgré la pénurie d'infirmières. Le phénomène dépasse le contexte de la pénurie et celle-ci ne doit pas devenir un prétexte aux fermetures de lits», assure M. Côté.

Cette semaine, il faudra donc prendre son mal en patience dans la plupart des hôpitaux montréalais. Depuis le 24 février, on estime que 200 lits sont venus s'ajouter au volumineux contingent de lits maintenus fermés «pour une durée indéterminée» par la pénurie de personnel infirmier.

«Cela peut changer selon les besoins et les besoins réels pourraient différer des prévisions. Mais nous prévoyons pour l'instant que jusqu'à 199 lits pourront être fermés entre le 24 février et le 10 mars. Le dernier, 116 lits d'hôpitaux avaient été fermés pendant deux semaines», a précisé Mme Collin, au terme d'une réunion tenue vendredi avec les administrateurs d'hôpitaux pour faire le point sur la situation des urgences et les fermetures de lits.

Heureusement, les mesures spéciales adoptées par la Régie régionale pour faire face à la période hivernale et limiter l'achalandage dans les urgences sont toujours en vigueur. Ainsi, les hôpitaux ont toujours accès aux 253 lits de soins de longue durée et aux 115 lits de soins de transition ajoutés pour faire face aux débordements des urgences. Les critères d'admission dans les centres d'hébergement de longue durée ont aussi été assouplis pour permettre l'admission rapide des patients âgés qui occupent des lits dans les urgences ou les hôpitaux de courte durée.

## Participation militaire canadienne dans l'est de l'Afghanistan

Toronto (AFP) — Un petit nombre de militaires canadiens sont impliqués dans l'opération menée par les États-Unis dans l'est de l'Afghanistan contre des centaines de membres présumés d'al-Qaïda ou talibans, a-t-on indiqué hier de source militaire canadienne.

Ces hommes, d'une unité d'infanterie basée à Kandahar, «sont actuellement engagés dans les opérations de combat de la coalition près de Gardez, en Afghanistan», a déclaré le lieutenant Kelly Kilrea, un porte-parole des forces canadiennes, lisant un communiqué de l'équipe de liaison canadienne affectée auprès du Commandement central américain en Floride. Aucune perte canadienne n'a été rapportée depuis le début des combats samedi. «La mission n'implique pas un grand nombre de Canadiens», a précisé le porte-parole, refusant d'évoquer un chiffre et l'éventuelle durée qu'allaient prendre les opérations.

En annonçant en janvier une participation militaire canadienne de 750 hommes aux opérations menées par les États-Unis en Afghanistan, le ministre canadien de la Défense Art Eggleton avait indiqué qu'ils pouvaient être utilisés dans des combats «pour détruire des poches résiduelles de talibans et d'al-Qaïda». «Cette mission n'est pas sans risques», avait-il ajouté.

## RÉFLEXION

SUITE DE LA PAGE 1

étrangères les unes aux autres. Nulle part cette nouvelle cohabitation n'est plus frappante que dans le domaine des arts où l'interactivité entre le concepteur et le spectateur est en voie d'acquiescer tout son sens. Non seulement un plus grand nombre de citoyens ont accès aux outils de l'artiste, mais le spectateur peut réagir et «intervenir dans le processus».

Et que dire du mariage de la biologie et de l'informatique? Il a permis à des chercheurs de concevoir la «pilule intelligente» ou la «pilule bioélectronique» implantée dans le corps et capable de libérer ses bienfaits pendant plusieurs mois, à petites doses, selon les besoins de l'organisme. Il a aussi permis à des chercheurs américains «d'interfacer» le système nerveux à des machines électroniques en extrayant un signal provenant du cerveau de rats, afin de leur faire contrôler à distance un bras robotique!

Qu'il soit question d'art, d'argent, de science, de politique ou de quelque autre domaine, la grande question commence par le mot pouvoir. L'âge du numérique entraîne-t-il une redistribution du pouvoir, en élargissant sa base? Personne ne nierait que les possibilités sont réelles, mais, ce soit à l'intérieur d'une société ou entre pays riches et pauvres, on n'a pas fini d'essayer de comprendre la relation entre les réseaux et la démocratie. Une chose est certaine, les rapports de force sont marqués par l'accélération dans la transmission de la parole. Tout peut désormais aller très vite.

Mais très vite ne veut pas nécessairement dire beaucoup mieux. Le tourbillon auquel nous convie Internet ne nous rend pas nécessairement meilleur et plus intelligent. Oui les possibilités sont grandes, mais elles ne sont pas infinies. Car, entre consommer par l'entremise d'Internet ou consommer en se rendant dans les magasins, la différence n'est pas fondamentale. Et que dire de nos enfants qui délaissent la télé pour l'ordinateur devant lequel ils passent des heures et des heures, jusqu'à ce qu'un parent lucide les tire de là pour les envoyer jouer dehors! Ils ne seront pas tout autant plus «allumés» que les générations qui les ont précédés. Mais, encore là, une utilisation sée de la «machine» peut permettre une réelle ouverture sur le monde.

Au cours des deux prochains mois, *Le Devoir* ouvrira sa page *Idees* du lundi à des auteurs qui ont longuement réfléchi sur les hauts et les bas des nouvelles technologies.

M. Fischer ouvre le bal. Suivront Derrick de Kerkhove, Jacques Nantel, Martin Freeth, Louise Poissant, Jean-Claude Guédon, Joël de Rosnay, Charles Halary, Nicolas Dubois également, au cours des prochaines semaines, des réactions de lecteurs.

Paule des Rivières

## LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## Comment nous joindre?

## • La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

## L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

*Le Devoir* est publié le lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 1900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## ESCALADE

SUITE DE LA PAGE 1

Ces derniers jours, l'envergure prise par les incursions israéliennes dans les camps de réfugiés de Balata et Djenine a suscité des critiques et des appels à la retenue. Les analystes estiment que le principal problème auquel se trouve aujourd'hui confronté le premier ministre israélien, dont la popularité a chuté dans les sondages, est le manque de vision politique claire.

«Le cabinet est incapable de prendre une décision claire dans un sens comme dans l'autre», estime Chami Shalev, commentateur au quotidien *Maariv*.

Au moins 924 Palestiniens et 305 Israéliens sont morts dans les violences depuis le début du soulèvement palestinien de septembre 2000.

«Nous devons poursuivre nos opérations intensives contre Yasser Arafat et l'Autorité palestinienne, cet empire du mensonge» a dit Ariel Sharon, hier matin, en tapant du poing sur la table, à son ministre de la Défense, le travailliste Benyamin Ben Eliezer, qui lui enjoignait de relâcher la pression sur le leader palestinien. «Arafat a donné son feu vert aux organisations palestiniennes pour qu'elles déclenchent une offensive terroriste contre Israël», a affirmé un porte-parole israélien, Arié Meckel. Nul ne voit aujourd'hui comment le premier ministre israélien peut évoluer dans un sens ou dans un autre sans faire exploser son gouvernement d'union nationale, seule garantie de sa survie politique. Qu'il décide de renverser ou de tuer Arafat et d'envahir les territoires palestiniens, et les travaillistes le lâchent. Qu'il assouplisse sa position, et ce sont les ministres les plus radicaux qui démissionnent.

Et pourtant, Ariel Sharon ne peut pas non plus poursuivre sa politique actuelle qui lui coûte de plus en plus de voix dans les sondages. Même si Benyamin Ben Eliezer s'est félicité hier des opérations de Tsahal sur Jénine et Balata «qui ont montré que les camps de réfugiés ne sont plus tabous», l'attaque d'hier matin montre que ces raids, censés arrêter les terroristes et leurs infrastructures, ne font que renforcer la haine — témoin, la montée en puissance du bras armé du Fatah, en passe de supplanter les extrémistes du Harhas et du Jihad islamique — et qu'il suffit d'un homme et d'un fusil pour porter un coup terrible à l'armée.

Le nombre de plus en plus élevé de soldats tués, et donc de réservistes, devrait par ailleurs renforcer le mouvement de grogne qui monte dans l'armée. Fait significatif, qui pourrait faire basculer le conflit, un mouvement de «mères» israéliennes est en train de se monter, de même nature que celui qui, il y a une quinzaine d'années, avait conduit au retrait israélien du Liban.

## Plan saoudien

Parallèlement à cette nouvelle flambée de violence, les États-Unis discutent aujourd'hui à Washington de l'initiative de paix saoudienne avec le responsable de la diplomatie européenne Javier Solana et le président égyptien Hosni Moubarak.

Les propositions du prince héritier Abdallah ben



SUAIB SALEM REUTERS

Des membres du Hamas ont voulu montrer hier qu'ils étaient prêts à commettre de nouveaux attentats suicide.

Abdel Aziz pour une normalisation israélo-arabe ont été largement reprises en Europe et dans le monde arabe, qui pressent Washington d'en faire plus pour résoudre ce conflit vieux de 54 ans.

Après avoir accueilli avec tiédeur les propositions du prince, les dirigeants américains «saluent» désormais les idées saoudiennes, tout en affirmant qu'il ne s'agit pas d'un plan de paix.

«Je pense qu'il faut féliciter et remercier le prince Abdallah pour avoir mis sur la table un moyen de percer certaines barrières pour avancer vers le plan de paix Mitchell», un plan américain qui prévoit un arrêt des violences avant le retour à la table de négociations, a déclaré samedi le secrétaire d'État Colin Powell.

Soumettre ces idées au sommet arabe dans un mois, «est une mesure importante», a-t-il dit lors d'un entretien avec la chaîne de télévision CNN.

L'initiative saoudienne prévoit une normalisation complète des relations entre tous les pays arabes et Israël en échange d'un retrait israélien total de tous les territoires arabes occupés lors de la guerre israélo-arabe de 1967, y compris Jérusalem-Est.

Cependant, Condoleezza Rice, conseillère pour la sécurité nationale, a déclaré vendredi à la télévision égyptienne que «les frontières d'un État palestinien» ne seraient décidées que lors de futures négociations.

Javier Solana s'est déclaré hier «très préoccupé par la spirale des violences» qui «ne mène nulle part».

Le Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique extérieure, qui était la semaine dernière dans la région et dont l'activisme contraste avec le peu de visibilité américaine, rencontrera Colin Powell aujourd'hui.

Arrivé ce week-end à Washington pour une visite de six jours, le président égyptien doit pour sa part s'entretenir avec le président George W. Bush ainsi que plusieurs hauts responsables américains, dont le vice-président Dick Cheney et le secrétaire d'État.

## LIMITES

«Critiquer le scientisme, c'est voler au secours de la science!»

SUITE DE LA PAGE 1

On ne pourra mettre un flic derrière chaque savant. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas interdire le clonage de manière législative.

S'il s'agit: «Quand on vous dit: on ne peut pas l'empêcher, donc on n'a qu'à l'autoriser, c'est idiot! Ce n'est pas parce qu'il y a des meurtriers qu'il faut autoriser le meurtre! Il faudrait alors autoriser l'inceste, parce qu'on ne peut empêcher certains pères de violer leur fils? Les limites et le droit n'ont jamais garanti l'absence de transgression. Ils permettent simplement d'assortir la transgression de sanctions et que l'on ne confonde pas les choses. C'est ce qu'il faut faire avec le clonage.»

## Rifkin français

Jean-Claude Guillebaud, c'est un peu le Jeremy Rifkin français. Comme ceux de l'auteur de *La Fin du travail* et du *Siecle biotech*, les essais de Guillebaud sont toujours extrêmement fouillés, accumulant les citations, les exemples concrets, les références. Ce dernier réagit d'ailleurs sans trop d'humour à l'expression facétieuse de «principe d'exhaustivité», que, sourire en coin, je lui propose pour qualifier sa méthode. Commentaire qui lui permet du reste d'expliquer qu'il «n'empêche pas des dossiers comme ceux-là par simple souci encyclopédique». C'est plutôt par la conviction ferme qu'aujourd'hui, en cette époque de parcellisation des savoirs, «il y a des dangers qui ne se comprennent que de façon transdisciplinaire».

Ce sont ses amis, note-t-il, Michel Serres et Edgar Morin principalement — deux philosophes qui prônent le décloisonnement des savoirs — qui l'ont en-

couragé. «Tu peux être le messager du savoir, m'ont-ils dit», confie-t-il sans trop d'orgueil et avec un exemple éloquent: «Le cloisonnement des savoirs, c'est le non-savoir. Il y a, à notre époque, une figure assez inédite: celle du Prix Nobel inculte, le grand savant qui connaît tout sur un petit segment de la connaissance et qui est pour le reste un enfant.»

Au reste, la comparaison avec l'essayiste américain ne le rebute pas: «Chaque fois que je lis Rifkin, c'est vrai que je me sens assez proche de sa sensibilité: bagarreur plutôt que cynique. Rifkin en appelle assez volontiers à la mobilisation, au volontarisme. Aussi, comme moi, il croit qu'il faut tenter d'explorer différentes disciplines, d'aller y voir de près et tenter de les relier entre elles. Enfin, il se montre inquiet sans être catastrophiste.»

## Anti-catastrophisme

L'anti-catastrophisme, c'est, malgré toutes les menaces qu'il déçoit inlassablement dans ses livres (comme *La Trahison des lumières*), l'une de ses attitudes préférées. Le risque de tout pessimisme déchainé, comme on en voit souvent aujourd'hui, tient à ses yeux à la tentation de la pensée restauratrice. «Or la restauration a toujours été une erreur». En fait, la distinction optimisme-pessimisme n'est, selon lui, qu'un chantage: «On ne peut vraiment choisir entre l'un et l'autre.»

Et il rappelle la réponse de Jean Monnet qui, lorsqu'on lui demandait s'il était l'un ou l'autre, répondait: «Nous sommes déterminés.» Il faut s'y résoudre, affirme l'essayiste: l'histoire est tragique. «Chaque génération affronte un tragique spécifique. La génération de

nos parents a affronté les camps; puis les suivantes la guerre froide, la crainte nucléaire. Aujourd'hui, les générations contemporaines font face à des dangers redoutables. Il faut apprendre à les discerner pour mieux les affronter.» Pour cela, il faut nommer le pire, l'imaginer. Car la frayeur a des vertus. «Il y a une heuristique de la peur, comme le dit Hans Jonas. Le catastrophiste est un pervers qui s'entiche de sa peur et finit par s'y complaire, par croire que ce qu'il craint est inévitable.

Point de cela chez Guillebaud, qui a même proposé une ambitieuse refondation du monde. Est-ce dû à un sentiment religieux qui l'habite? «Je ne sais pas si je crois, répond-il de façon presque timide. Chose certaine, j'ai une curiosité de plus en plus forte pour le message évangélique. Je suis frappé par la pertinence du message évangélique. Je crois à l'origine fondamentale chrétienne de la notion d'égalité. Je ne suis pas le seul, pensons à un penseur comme Vatimo. J'ai aussi été influencé en cela par René Girard, qui m'a permis de relire la Bible avec un œil neuf.»

Une sensibilité religieuse qui explique peut-être sa méfiance pour la science? Attention, rétorque-t-il, il n'est pas «opposé» à la science: «Critiquer le scientisme, c'est voler au secours de la science! L'utopie scientifique aujourd'hui en vogue est aussi ridicule, parce que fautive, que ne l'était l'utopie stalinienne.» Quant à la religion, il trouve ridicules ceux qui cherchent aujourd'hui à la démoniser dans la foulée du 11 septembre. «La religion peut sécréter des extrémismes et des idéologies, il est vrai. Mais, au XX<sup>e</sup> siècle, il faut bien voir que les totalitarismes qui ont fait le plus de tort étaient fondés sur des pensées qui rejetaient la religion.»

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

CE MIDI: Entrée + caribou poêlé à la gelée de sapin + dessert • 19\$

CE SOIR: Deux tables d'hôtes avec apéro pour 50\$

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • [gutenberg@qc.airs.com](mailto:gutenberg@qc.airs.com)

LES SPORTS

BASEBALL

# Lee Stevens produit six points dans la victoire des Expos contre les Cardinals

RICHARD MILO  
PRESSE CANADIENNE

Jupiter, Floride — Javier Vazquez a remporté 16 victoires la saison dernière et il veut faire mieux en 2002. «*Mon but, c'est de m'améliorer chaque année. Je veux rester en bonne santé et remporter plus de victoires que l'an passé*», a-t-il confié après avoir alloué qu'un simple et deux buts sur balles en trois manches, hier.

Ménés par Lee Stevens, qui a produit six points, dont quatre à l'aide d'un grand chelem à la première, les Expos ont remporté une troisième victoire d'affilée en écrasant les Cards de Saint Louis 12-1.

Après trois manches, ils me-

naient 12-0 après avoir malmené Rick Ankiel et Dave Veres, l'ancien des Expos. Ils ont inscrit quatre points à la première, un point à la deuxième et sept à la troisième.

«*Je me souviens d'avoir déjà produit cinq points mais probablement jamais six*», a indiqué Stevens. C'est le camp d'entraînement mais c'est quand même agréable. Il y a des situations de match et j'essaie de faire le meilleur travail possible.

Stevens a réussi trois coups sûrs en autant de présences. Il a expédié le premier lancer qu'il a vu d'Ankiel par-dessus la clôture du champ droit après des buts sur balles à Peter Bergeron et

Geoff Blum et un simple de Vladimir Guerrero.

À la deuxième, il a réussi un simple d'un point contre Ankiel alors que les buts étaient encore tous occupés et à la troisième, il a complété son après-midi de travail avec un simple d'un point contre Veres.

«*Stevens a eu des présences au bâton formidables lors de ses deux simples au champ gauche*», a expliqué le gérant Frank Robinson. C'est ce qu'on appelle frapper. La plupart des gens auraient essayé de frapper un autre grand chelem. Il a démontré une approche très professionnelle.

Stevens a visité la salle du soigneur où on lui a appliqué des ser-

viettes de glace autour de la cuisse gauche et sur le dos mais il n'est pas blessé. En fait, il se sent beaucoup mieux cette année après avoir fait des exercices cet hiver pour être plus fort.

«*Je n'ai raté aucun match à cause des blessures l'an passé mais j'ai été ennuyé par de petites blessures au genou et au pied*», a-t-il dit. Mon but, c'est de rester en santé toute l'année et d'être disponible pour les 162 matchs.

## 20 victoires

Vazquez, qui est l'as de la rotation même s'il n'a que 25 ans, a remporté cinq victoires de plus l'an dernier qu'en 2000 (11) après avoir totalisé neuf victoires en 1999 et cinq en 1998 à sa première saison.

Atteindra-t-il le cap des 20 victoires? «*Au camp, je ne travaille sur rien en particulier*, a-t-il expliqué. *J'essaie seulement de faire tout un peu mieux dans la mesure du possible.*»

Un seul lanceur des Expos a déjà remporté 20 victoires: Ross Grimsley en 1978.

Il s'agissait hier du premier départ de Vazquez depuis le 17 septembre quand il avait été atteint par une rapide de Ryan Dempster. Sa saison avait alors pris fin en raison de fractures multiples près de l'œil droit.

«*J'ai déjà tout oublié. Je suis guéri*», a-t-il affirmé.

Vazquez avait lancé une manche lors d'un match intra-équipe, mardi.

## HOCKEY

### ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est				
	G	P	NDPBP	BC Pts
Boston	32	18	5	7 182 155 76
Toronto	32	19	6	4 181 153 74
Ottawa	31	18	7	5 192 150 74
Montréal	25	25	8	3 156 164 61
Buffalo	24	27	1	1 157 156 57

### Section Atlantique

Philadelphie	35	16	6	3 187 138 79
N.Y. Islanders	30	20	7	3 178 165 70
New Jersey	27	22	9	3 151 143 66
N.Y. Rangers	28	27	4	3 173 190 63
Pittsburgh	23	28	6	4 144 176 56

### Section Sud-Est

Caroline	26	22	11	5 172 184 68
Washington	25	27	9	1 168 188 60
Tampa Bay	22	30	6	3 123 151 53
Floride	17	36	5	4 130 189 43
Atlanta	16	35	7	4 145 217 43

### ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale				
Detroit	44	11	6	2 197 133 96
Chicago	34	20	9	0 177 166 77
St. Louis	31	19	8	3 168 139 73
Nashville	24	27	10	0 149 160 58
Columbus	16	35	8	3 124 181 43

### Section Nord-Ouest

Colorado	34	21	7	1 163 130 76
Vancouver	29	25	6	3 191 166 67
Edmonton	26	24	11	2 155 148 65
Calgary	25	24	9	3 146 161 62
Minnesota	19	28	10	5 143 184 53

### Section Pacifique

San Jose	32	19	7	3 181 150 74
Los Angeles	29	21	8	3 165 142 69
Dallas	29	21	7	4 164 158 69
Phoenix	27	22	8	5 158 163 67
Anaheim	21	33	6	3 139 161 51

### Hier

Chicago 2	Anaheim 1
Dallas 4	San Jose 1
Phoenix 2	Columbus 1

### Aujourd'hui

Philadelphie	à Boston, 19h00
Edmonton	à Buffalo, 19h00
Pittsburgh	à N.Y. Islanders, 19h00
Calgary	à N.Y. Rangers, 19h00
Toronto	à Washington, 19h00
Atlanta	à Montréal, 19h30
New Jersey	à Colorado, 20h00
Ottawa	à Los Angeles, 22h30

## EN BREF

### Webb remporte l'Omnium de golf d'Australie

Melbourne, Australie (AP) — Karrie Webb a remporté l'Omnium de golf féminin d'Australie, hier, défaisant la Norvégienne Suzann Pettersen au premier tour de prolongation. Webb et Pettersen, co-meneuses après les deuxième et troisième parcours, ont joué 69 pour une deuxième journée consécutive, hier. Elles ont terminé les quatre rondes réglementaires avec des dossiers cumulatifs de 278, 10 coups sous la normale. Webb a mérité la victoire grâce à un roulé de sept pieds bon pour un birdie. La semaine dernière, au Tournoi des Maîtres féminin d'Australie, Webb s'était inclinée face à la Suédoise Annika Sorenstam lors d'une prolongation de quatre trous. L'Australienne Michelle Ellis (70) et Becky Morgan (71) ont terminé ex aequo au troisième rang, huit coups derrière Webb et Pettersen. La Suédoise Sophie Gustafson (73), la championne en titre, s'est classée au cinquième échelon du classement cumulé avec un total de 287.

## Finale de tigresses



REUTERS

**SERENA WILLIAMS** a rendu service à sa sœur Venus en battant Jennifer Capriati 6-2, 4-6, 6-4, hier, en finale du tournoi State Farm de tennis féminin. La défaite de Capriati signifie que Venus Williams conservera le premier rang mondial pour au moins une autre semaine. Serena, qui était classée au neuvième échelon, s'est du même coup hissée au sixième rang. Serena a donc remporté le premier tournoi qu'elle disputait depuis qu'elle a subi une entorse à la cheville droite à Sydney, au début du mois de janvier. Capriati, qui a délogé Venus Williams il y a une semaine, était la favorite du tournoi doté d'une bourse de 585 000 \$ et se trouvait au deuxième rang mondial. Williams a complété le match au moyen d'un ace, son deuxième de la partie et son 11<sup>e</sup> de l'affrontement.

## Omnium de plongeon de Rostock

# Despatie frise la perfection

PRESSE CANADIENNE

Rostock, Allemagne — Le Montréalais Alexandre Despatie a frôlé la perfection à la tour de 10 mètres, hier, et est sorti victorieux d'une chaude lutte contre l'un des meilleurs plongeurs chinois lors de l'Omnium de Rostock, deuxième étape de la saison du circuit du Grand Prix de plongeon.

Despatie, qui est âgé de 16 ans, a obtenu deux notes parfaites de 10 pour un total de 532,95 points.

Il s'agit de la première victoire à la tour de 10 mètres par un porte-couleurs du Canada dans les 49 ans d'histoire de la compétition et de l'une des plus grandes performances de l'histoire par un plongeur canadien.

Yutong Luo, le plongeur chinois numéro deux derrière le champion du monde et olympique Tian Liang, a terminé tout près derrière avec 531,60 points.

Peter Waterfield, d'Angleterre, s'est classé lointain troisième avec 455,13 points.

Le résultat final a été connu au dernier plongeon de la soirée quand les deux rivaux ont terminé la compétition avec un 2 1/2 arrière avec une demi-ville.

Despatie a amassé des scores de 9,0 et 9,5 tandis que Luo a obtenu des notes de 8,5 et 9,0.

Despatie, qui avait aussi terminé premier des préliminaires et de la demi-finale, a obtenu une note de 10 pour un 3 1/2 retourné et un autre 10 pour un 3 1/2

arrière. Hier, il n'a reçu aucune note inférieure à 8,0.

«*Je ne sais pas si Alexandre peut encore m'impressionner*», a déclaré son entraîneur Michel Larouche, du club CAMO. «*Il est maintenant à un niveau que nous n'avons jamais vu au Canada*, a ajouté Larouche. *Et la compétition est tellement intense. Puis il peut surmonter la pression, plonger et obtenir des 9,0 pratiquement à chaque plongeon.*»

Christopher Kalec, de Montréal, a été éliminé en demi-finale et il a terminé septième, tandis que son compatriote Philippe Comtois, qui effectuait un retour à la tour, a pris le 14<sup>e</sup> rang.

Comtois, dont la meilleure épreuve est le tremplin de trois mètres, a franchi une autre étape dans son retour en participant à la tour à la suite d'une blessure à une jambe qui a failli mettre un terme à sa carrière en avril 2000.

Larouche a d'ailleurs confié que plusieurs pays européens faisaient pression sur la FINA, l'organisation internationale gérant les sports aquatiques, pour donner un prix spécial à Comtois pour son courageux retour.

Au tremplin synchronisé féminin de trois mètres, Alida DiPlacido et Emilie Heymans, de Montréal, ont terminé quatrièmes parmi les 12 participantes inscrites à la compétition.

Le circuit du Grand Prix se poursuivra la fin de semaine prochaine à Moscou.

## HOCKEY

# Le Canadien doit retrouver son enthousiasme d'avant les JO

FRANÇOIS LEMENU  
PRESSE CANADIENNE

La déception enregistrée chez le Canadien à la suite de la défaite de samedi contre les Hurricanes de la Caroline devra faire place à de l'enthousiasme contre les Thrashers d'Atlanta, ce soir, au Centre Molson.

Le Tricolore n'a vraiment pas le choix. Battu à ses trois derniers matchs à domicile, le Canadien doit l'emporter devant ses partisans alors que l'équipe lutte pour une place dans les séries.

La troupe de Michel Therrien a encore 21 matchs à disputer d'ici la vraie saison. Une victoire contre

les Thrashers est impérative.

Le Canadien occupe le neuvième rang de l'Association de l'est et accuse un retard de deux points sur les Rangers de New York. Ceux-ci ont disputé un match de plus. Le Tricolore devra aussi se méfier des Capitals de Washington qui ne sont plus qu'à un point de la neuvième place.

«*C'est le meilleur temps de la saison, c'est très excitant*, rappelle l'entraîneur du Canadien. *On va voir maintenant les joueurs qui ont à cœur les succès de l'équipe. Ils ont tous des choses à prouver. À ce temps-ci de l'année, les joueurs doivent se concentrer uniquement sur le hockey. Pour l'emporter, on a besoin*

de la contribution de tous. Si seulement la moitié des joueurs se présente, nos chances de gagner ne seront pas très bonnes.

À l'entraînement hier, Therrien a cherché à corriger les erreurs commises la veille contre la Caroline. «*Il est important d'avoir de bonnes sorties de zone*, a-t-il dit. *Il faut aussi éviter les revirements en zone centrale. Les joueurs devront prendre de meilleures décisions.*»

Therrien reconnaît que le Canadien n'offre pas du bon hockey depuis le retour de la pause olympique: défaite de 5-2 contre Ottawa, gain de 3-2 peu convaincant à Chicago et revers de 4-3 sans équivoque contre la Caroline.

## À LA TÉLÉVISION

CANAUX	18h00	18h30	19h00	19h30	20h00	20h30	21h00	21h30	22h00	22h30	23h00	23h30	minuit
SRC	Ce soir		Virginie	La Vie la vie	Mon meilleur ennemi		Music Hall (1/6)		Le Téléjournal/Le Point / Alexandre Daigle	Sport		Zone libre / Le Minot d'or (23.25) / 5 sur 5 (0.26)	
TVA	Le TVA 18 heures	Ultimatum	Métropolis	Dans ma caméra	Un an plus tard / Une journée avec B. Landry		Mario Jean (2/2)		Le TVA	Le grand blond... / Daniel Bélanger		Sports / Pub Lot (23.52) (23.58)	
TO	Macaroni tout garni	Ramdam	Tous contre un	Les Choix de Sophie	1045, des Titres	Cent	Cinéma / PARTITION POUR VOIX DE FEMMES (4)		Les Choix de Sophie	Tous contre un		Les Francs-tireurs / Spéciale 100e	
TQS	Le Journal (17.00)	Flash / Isabel Richer, Patrick Huard		Hockey / Thrashers - Canadiens					Le Grand Journal	110%		Kama Sutra	Sexe et Confidences
RDI	RDI Junior	...Actions	Jrnl RDI	Maison neuve	Milosevic: photos...		Le Téléjournal/Le Point		Maison neuve	Le Canada aujourd'hui		...de santé	Téléjournal
TV5	Chiffres...	Pyramide	Jrnl FR2	Double JE			...d'îles	L'Hebdo		Bibliotheca	Jrnl (23.03)	d.	P.J.: police
D	Contact Animal		Mystère des océans	Seigneurs de la mafia			Biographies		La Femme bionique	Cinéma / LA CONQUÊTE DE LA...			
VIE	L'argent...	Copines...	...la vie	Maigrir	Copains		C'est mon choix		...cigogne	Copines...		Femmes	Jeux de...
MP	Infoplus		d.	M. Net	M+ 15 ans	Hip Hop	Incobus		VJ Landry	Megahit		1-2-3 Punk	Top Sexy
MX	MM. Collection (14.00)	Max Musique		Musicographie	Génération 70 / 1979				Max Lounge			Musicographie	Max...
VRAK TV	...galaxie	Radio Enfer	...jumelles	Jumelles...	Gilmore Girls		...galaxie	Vice Versa					
TTF	La Classe...	Redwall	Max Steel	...Mimi?	Angela...	...Bébés	Simpson Henri pis...		La Clique	Quads!	Simpson Henri pis...	Ren et...	
RDS	Sports 30	Sports 30	Droit au...	...semaine	Championnat universitaire de volleyball				Sports 30	Droit au...		Coupe du Monde de ski Extrêmes	
HISTORIA	Histoires de trains	L'Histoire à la une		...alcool / Fabrication	Tournaments... Hiss...				Cinéma / L'ILE DES BRAVES (4) avec Frank Sinatra			...à la une	
ARTV	Marcio Faraco	L'Écume des villes		Bebel Gilberto	Metropolis				Cinéma / L'ANGE-GARDIEN (4)			L'Actors...	
SERIES +	Direction: Sud	Médocopter		Le Clown	Collection Romance				Sexe à New York			La Loi...	
CANAL Z	Frontières... l'inexpliqué	...nerdz	TSX	Invasion Planète Terre	Histoires extraordinaires		Alerte Météo		L'Angle noir			Histoires	
C. SAVOIR	Projet d'entreprise	L'UQAH...	Psychologie de...	...à la gérontologie	Montréal en évolution		Branche-toi.qc.ca		...voyage			...to Culture	
EVASION	Voyage...	Motoneige	...vacances	Carte postale de Floride	Aqua...		SOS Vacances		...les voiles	Montagnes	Pignon...	D'églises...	...en France
TFO	Passions...	Voit	Panorama	Vie sans frontières	Cinéma / DOCTEUR POPAUL (5)		Panorama					Voit	
CBC	CBC News: Canada Now	This Hour	It's a Living	Tom Stone	Just for Laughs	The National	National	Fortier					
CTV (Mont.)	News	Access H.	Drew Carey	My Wife...	That '80s...		Ally McBeal		Third Watch		CTV News	News	... (0.95)
GBL	... (17.30)	...National	Bob & E.T.	Boston Public			Raymond / Becker		NYPD Blue		Body...	Sports	E.T. (0.07)
TVO	School Bus	Big Band	What the Romans...	Studio 2			Cinéma / A SWEETER LAZARUS avec W. Clarke				Imprint	Studio 2	
ABC	News	ABC News	King... Hill	Frasier	My Wife... Wayne...		The Chair		Once & Again		News	... (23.35)	Politi. (0.06)
CBS	News	CBS News	E.T.	King of... Yes, Dear			Raymond / Becker		Family Law			Late Show (23.35)	
NBC	News	NBC News	Jeopardy	Wheel of...	Fear Factor		Third Watch		Crossing Jordan			The Tonight Show (23.35)	
FOX	3rd Rock...	Drew Carey	Seinfeld	Bernie Mac	That '80s...		Ally McBeal		Angel		Star Trek: Voyager	Elimidate	
PBS (33)	Newshour	Business...	Profile	André Rieu at the Royal Albert Hall	All-Star Bluegrass Celebration		BBC News		Charlie Rose				
PBS (57)	BBC News	Business...	Newshour	John McDermott: A Time...	Roy Orbison & Friends		CTV News		News				
CTV (Corn.)	News	Wheel of...	Jeopardy	My Wife... That '80s...	Ally McBeal		Third Watch						
A&E	Night Court	NewsRadio	Law & Order	Biography: 15 Years and Counting			Biography: 15 Years and Counting						Biography
BRAVO	Jacqueline Johnson	Videos	Muscle...	Montanaro	OHM	Riverdance: The New Show	NYPD Blue						
DISCOVERY	Crocodile Hunter	@discovery.ca	Wild Discovery	Supernatural Science	Frontiers. Construction		@discovery.ca		Crocodile...				
HISTORY	It Seems...	Secrets...	Tour of Duty	Vanished - The Plane...	Disasters of the Century		The Untouchables		Vanished...				
NEWSWORLD	BBC News	Bus. News	CBC News	Health... counterSpin	The National		The Passionate Eye		counterSpin				National
SHOWCASE	F/X	North of Sixty	Queen of Swords	Paradise Falls	Queer as Folk		Cinéma / J'AI PAS SOMMEIL... (4)						